



Groupe de réflexion

Pour une « DECROISSANCE COMMUNISTE LIBERTAIRE »

<http://decroissancecl.revolublog.com>

Fiche synthèse :

Intégrer la Décroissance dans le projet de société Communiste Libertaire

Bref rappel sur le Communisme Libertaire p2

1 L'écologie contemporaine : 4 grands scénarios, 1 vraie solution p3

2 La Décroissance, quelle décroissance ? p5

3 La Décroissance Soutenable et les impératifs de transformation de la société p10

4 La question des sciences p15

5 Décroissance et lutte de classes p18

6 Une démarche non-répressive et autonomisante p22

Conclusion : ce que nous avons à gagner d'une Décroissance Communiste Libertaire Soutenable p25

Stratégie Communiste Libertaire concernant la Décroissance p26

Bref rappel sur le Communisme Libertaire

Le Communisme Libertaire¹ est un projet de société sans Etat ni classes sociales.

Le pouvoir décisionnaire de quelques élites, le commandement hiérarchique, bureaucratique, et le droit de propriété capitaliste sur les moyens de production, les terres et les ressources, sont donc supprimés. Ils laissent place à la propriété collective, commune, des moyens de production, et à la démocratie directe autogestionnaire.

Il est organisé sur la base de prises de décisions en assemblées générales, de délégations sous mandats impératifs, révocables à tout moment par l'assemblée ayant déterminé le mandat, délimité sur des périodes courtes et limité dans son renouvellement.

Au niveau de son administration, le Communisme Libertaire est organisé sur la base de fédérations en charge de l'organisation et de l'aménagement territorial, et de fédérations d'activités sociales de production et de services, en relation les unes avec les autres de manière horizontale, au niveau local, communal, régional, fédéral, voir continental et mondial si nécessaire.

Les activités sociales de production et de services sont organisées en fonction des besoins autonomes développés par la population, et non plus en fonction de la loi de l'offre et de la demande, des impératifs marchands, du capitalisme. La concurrence économique n'a donc plus de raison d'être et laisse la place à la coopération sociale.

Du fait : 1 de la propriété commune des moyens de production, 2 de la prise de décision directe au niveau des activités sociales de production et de services, 3 des relations d'interdépendance entre les différentes sphères d'activité, 4 de l'héritage social commun des outils, machines, techniques, connaissances et savoirs-faires ; la hiérarchie du commandement et celle des revenus, à la base de la stratification sociale, peuvent être supprimées.

Ce projet est parfaitement réalisable. Mais les sociétés contemporaines – confrontées aux choix techniques éphémères, à l'exploitation accrue et à la diminution des ressources naturelles, aux catastrophes techno-sanitaires, à la disparition de pans entiers de la biodiversité, aux dérégulations climatiques – sont aussi confrontées à un autre défi : celui de rendre l'existence des sociétés humaines compatible avec celle du reste du vivant. Or cette compatibilité suppose à la fois des transformations des modes de production et une auto-limitation de la production et de la consommation. Le Communisme Libertaire doit donc, dès à présent, penser la société future en fonction des nécessités de la Décroissance.

¹ Nous ne parlons pas ici exclusivement de l'ouvrage « Un projet de société Communiste Libertaire » d'Alternative Libertaire, mais, de manière générale, des différents projets Communistes Libertaires, Communistes Anarchistes, c'est-à-dire de tous les projets prenant en compte les aspects fondamentaux de cette perspective de transformation de la société.

1 L'écologie contemporaine : 4 grands scénarios, 3 impasses, une vraie solution

L'écologie contemporaine s'articule autour de 4 grands scénarios :

- Le Développement Durable
- le Capitalisme Vert/la Croissance Verte
- la Croissance Zéro
- la Décroissance

1.1 Le Développement Durable :

- « Green Washing », label bios, commerce équitable, principe de pollueur payeur, taxes écologiques.
- Concilier croissance économique, développement social, préservation environnementale à travers la démocratie participative.
- Canalisation de la révolte par l'intégration dans les débats d'associations citoyennes, dites représentatives, et triées sur le volet. Tremplin pour les carriéristes.
- Néo-impérialisme sous couvert de la notion de développement.
- Au final, faire perdurer l'Etat et le Capital, considérés comme principaux acteurs du développement, plutôt que de sortir du capitalisme et du bureaucratisme.

1.2 Le Capitalisme Vert :

- Perspective affirmée par les capitalistes au sommet de Rio+20.
- Marchandisation de la nature et du vivant.
- Maintient de la croissance économique à travers le développement de sociétés privées rendant payant les « services rendus par la nature ».
- L'accès à une vie saine sera réservé à ceux qui ont les moyens de se la payer, tandis que les moins aisés n'y auront pas accès ou s'endetteront pour y accéder partiellement.

1.3 La Croissance Zéro :

- Idée développée dans le rapport « *Halte à la croissance* », paru dans les années 70.
- La société ne doit plus croître, mais stabiliser son niveau de développement.
- Cette perspective était déjà dépassée au moment où elle est apparue.

1.4 La Décroissance

- La décroissance est le seul scénario valide² au regard :
 - De la diminution croissante des ressources naturelles, dont une grande partie n'est renouvelable que sur des temps longs, ou tout simplement pas renouvelable.
 - Du non respect des rythmes de régénération biologiques lié à l'accélération productive.
 - De la pollution massive engendrée par la société industrielle.
 - Du réchauffement climatique, qu'elle essaie de limiter.
 - De la menace de disparition de pans entiers de la Biodiversité³ à laquelle l'humanité est liée et dont dépend sa survie.
- Elle implique le ralentissement de l'entropie, cette dernière étant accélérée par le capitalisme.

² Bien entendu, le scénario de la décroissance s'applique aux pays hautement industrialisés. Pour les autres pays, il s'agit plutôt d'une bifurcation, d'un alter-développement, si possible sans croissance, ou avec une croissance productive adaptée, très limitée et soutenable, permettant de satisfaire les besoins de toutes et tous, dans le cadre de sociétés sans inégalités matérielles et sociales et sans domination politique.

³ Selon une étude réalisée dans « Nature » en 2004, 15 à 37% des espèces vivantes pourraient disparaître d'ici 2050

2 La Décroissance, quelle décroissance ?

2.1 L'Objection de croissance, une critique de la croissance économique :

- Critique du PIB comme indice non-pertinent pour mesurer le bonheur ou le bien-être social.
- La croissance économique inclut dans son calcul des faux-frais du capitalisme.
- Il ne s'agit pas ici de prôner la récession, qui, elle, se combine avec l'insatisfaction des besoins élémentaires des classes sociales les moins aisées.
- L'objection de croissance consiste à sortir de la logique selon laquelle les investissements dans les dispositifs sociaux ne sont possibles qu'à partir de du prélèvement et de la redistribution du capital accumulé sous forme monétaire grâce à la croissance.
- Elle permet de penser une organisation des activités sociales (production, services) en fonction des besoins de la population, et non des logiques de rentabilité financière.
- Les activités sociales en question sont pensées dans le cadre d'un équilibre biologique avec le reste du vivant.

2.2 La critique de la société de consommation et de la société marchande

- Lutte contre la logique marchande : société marchande=enrichir les vendeurs, création du besoin, manipulation des désirs, gaspillages : de temps, d'énergie, de matière, d'intelligence, obsolescence programmée, produits à usage unique, incompatibilité des interfaces.
- Tout le monde consomme, mais personne ne consomme pour consommer.
- Mais les sociétés technologiquement avancées consomment globalement trop : lutter contre la surconsommation.
- Lutter contre la surconsommation au-delà des aberrations de la société marchande.

2.3 Une critique de la croissance industrielle et du productivisme

- La croissance industrielle recouvre deux aspects : la « croissance intensive » et la « croissance extensive ».
- La « croissance extensive » concerne l'augmentation du volume global de production. Elle recouvre l'augmentation du volume de production d'un bien donné et la diversification de la production. La production doit diminuer non seulement en termes de volume, mais aussi en termes de diversité. Cela signifie que la population devra opérer des choix qualitatifs quant à la nature de la production.
- La « croissance intensive » concerne l'amélioration de la productivité. Il s'agit de produire un bien donné en un temps plus court. L'amélioration de la productivité permet donc de gagner du temps. Ce temps gagné peut être reporté, dans les sociétés capitalistes, sur la croissance extensive. En société communiste libertaire, il se reporte sur la réduction du temps de travail.

- La productivité peut être augmentée par différents moyens : l'amélioration de l'organisation du travail, l'augmentation des cadences, une modification régulière des conditions de travail, une rotation des tâches, l'amélioration de la productivité technique via l'automatisation et la programmation, la prise en compte de l'individu et la convivialité.
 - La décision concernant l'organisation des conditions de production doit être le fait des travailleurs, réunis en assemblées générales.
 - Les modes d'amélioration de la productivité précités constituent une boîte à outil dans laquelle ils peuvent puiser en cas de besoin.
 - Cependant, l'augmentation des cadences, poussé jusqu'au Stackhanovisme, constitue le mode d'amélioration de la productivité le plus barbare, le plus répressif et le plus dangereux. A une certaine limite, il devient contre productif : de plus en plus de personnes ne peuvent suivre le rythme imposé. Arrivent alors décoordination, ralentissements et blocages du cycle productif, tensions au sein des équipes entre ceux qui suivent et ceux qui sont dépassés, stigmatisations mutuelles, fatigues accentuées, déprimés, dépressions, stress, accidents, voir suicides. D'un point de vue humain, c'est donc une catastrophe. Au niveau de la production elle-même, cette méthode est contre-productive. Le bon rythme est celui que l'équipe de producteurs entière peut soutenir durablement.
- lutte contre les contre-productivités.

2.4 Quelle critique de la société industrielle ?

- Pas une critique métaphysique, cosmologique et authentiste.
- Critique de sa soutenabilité biologique/métabolique.
- Critique de l'organisation du travail et de l'influence capitaliste.

2.5 Quelle critique du progrès, de la modernité, de la raison ?

- Certains décroissants ont parfois tendance, à travers la critique de la notion de progrès, de modernité, de raison, à ne se référer qu'à l'idéologie servant les intérêts des forces qui instrumentalisent ces notions à des fins de domination. Ils ont tendance à « rejeter le bébé avec l'eau salie du bain ».
- La théorie critique de l'école de Frankfort offre une version dialectique bien plus intéressante et prolifique de la critique de ces trois concepts. Il nous faut donc, en ce sens :
 - Distinguer progrès, modernité, raison, et idéologie du progrès, de la modernité, de la raison⁴.
 - Distinguer progrès artistique et culturel, progrès politique et social, progrès technique et scientifique⁵.

⁴ Latouche, Tertrais, critique de la notion de développement.

- Distinguer la raison éthico-philosophique des formes de raison formelle, rationnelle légale, bureaucratique, et techno-logique, instrumentale-stratégique.⁶
- Rupture avec les conceptions linéaires mécanistes autonomes de l'Histoire⁷.
- Décolonisation de l'imaginaire : Critique de la contingence des formes historiques, sociales, économiques données.
- Contester le providentialisme scientifique et son corolaire, l'anti-scientifisme ou le techno-scepticisme.
- Se défaire de l'idée de technicisation de la politique, du fait que la politique ne serait plus réduite qu'à une simple affaire de technicité, derrière un projet implicite qui ferait consensus et qui serait indiscutable⁸.
- Le projet social global qui se revendique du progrès, de la modernité, de la raison (capitalisme, utopie technologique, Etat Républicain, Démocratie représentative, libéralisme politique incarné par le parlementarisme), est un échec cuisant. L'usage des termes « modernité », « progrès », « raison » pour parler notamment des sociétés du XXème et du XXIème siècle relève de l'usurpation !
 - Echec artistique et culturel, colonisé par la marchandisation⁹.
 - Echec social et politique, puisque ne développant pas la satisfaction des besoins élémentaires, l'égalité économique et sociale, l'égalité et la liberté politique réelle, l'entraide et la solidarité internationale, mais développant des modèles inégalitaires et liberticides de domination et de ségrégation.
 - Echec technique, puisque la société est incapable de les utiliser correctement, d'en intégrer les limites, afin de favoriser le vivant et la vie au détriment de la destruction, de la guerre, de la mort, du suicide social.
- Nos sociétés contemporaines ne peuvent être qualifiées ni de modernes, ni de postmodernes. Elles sont anti-modernes ! La modernité, le progrès, la raison, sont du côté de la révolution, de la décroissance et du communisme libertaire!

2.6 « Décroissance volontaire » ou « décroissance subie » ?

⁵ J. Habermas, *Le discours philosophique de la modernité*

⁶ Herbert Marcuse, *L'Homme unidimensionnel*

J. Habermas, *La technique et la science comme « idéologie »*

G. Lukàcs, « La réification et la conscience du prolétariat », in *Histoire et conscience de classe*

⁷ « *L'Histoire ne fait rien, elle ne possède pas « de richesse immense », elle « ne livre point de combats » ! C'est plutôt l'homme, l'homme réel et vivant, qui fait tout cela, qui possède et combat. Ce n'est certes pas l'« Histoire » qui se sert de l'homme comme moyen pour œuvrer et parvenir – comme si elle était un personnage à part – à ses propres fins ; au contraire, elle n'est rien d'autre que l'activité de l'homme poursuivant ses fins. »*

Karl Marx, Friedrich Engels, « La Sainte Famille ».

⁸ Herbert Marcuse, *L'Homme unidimensionnel*, Jacques Ellul, *Le Système technicien*.

⁹ Adorno, sur les industries culturelles, L'internationale situationniste et sa critique de la société spectaculaire marchande.

- Le capitalisme, le productivisme, la course à la croissance, ne sont que les masques de la décroissance subie. Cette perspective risque d'exacerber encore le degré de misère, de violence sociale et de barbarie, de favoriser les formes de repli national, identitaire, d'impérialisme, de colonialisme.
- La décroissance volontaire, au contraire, implique la possibilité pour la société de choisir et de maîtriser les conditions sociales, « économiques » et « politiques », de ce changement.

2.7 La Sobriété

- La Sobriété renvoie à un principe d'autolimitation sain, sans démesure, mais aussi de bien être.
- La Sobriété s'oppose ainsi à l'austérité, qui renvoie à une logique de rigueur, de contrition, de gravité, de sévérité, de tristesse, de mortification, et dans le contexte économique actuel, à la récession, à une logique de manque, de carence, d'insatisfaction des besoins.

2.8 La « Décroissance Soutenable » : la décroissance vers des sociétés d'a-croissance

- L'idée d'une « décroissance pour elle-même » implique le fait de « décroître pour décroître » sans supposer de limite, c'est-à-dire à terme un retour à l'état de nature. Elle se rattache à une forme d'écologie réactionnaire, antihumaniste et primitiviste.
- La « décroissance soutenable », au contraire, vise à concilier la vie humaine et les autres formes de vie. Elle implique de décroître en dessous d'un certain seuil, où l'impact des activités humaines et sociales (empreinte écologique, émissions de gaz à effets de serre) sur le reste du vivant ne sera pas négatif.
- La décroissance soutenable consiste donc dans un équilibre durable entre la satisfaction des besoins matériels et sociaux de l'Humanité et les limites biologiques.

3 la décroissance soutenable et les impératifs de transformation de la société

Prendre en compte la nécessité d'une décroissance soutenable implique que la société sera confrontée à certains impératifs de transformation :

3.1 Réduction des activités humaines, diminution de la consommation de matière et des déplacements :

- Arrêter les activités et pratiques liées au secteur marchand :
 - publicité
 - recherche marketing
 - création corrélée du besoin et de nouveaux produits
 - démarchage commercial
 - éclairage nocturne des magasins
 - obsolescence programmée
 - obsolescence modiste
 - etc.
- Suppression d'activités liées aux fonctions de surveillance et de répression, privées et d'Etat. Suppression des technologies de surveillance et de contrôle social qui envahissent aujourd'hui l'espace public et la vie privée, polluent, gaspillent de la matière et de l'énergie.
- Une fois un certain nombre de problèmes sociaux résolus (fin du chômage, gratuité des soins, gratuité des transports, logement pour tous, assurance gratuite pour tous, etc.), il est fort à parier que les secteurs de l'intervention sociale et de l'administration seront amenés à décroître. Ce qui signifie aussi moins de déplacements, de consommation de matière et d'énergie.

3.2 Transition énergétique :

- Développer un modèle énergétique s'appuyant quasi-exclusivement sur les énergies renouvelables. Réflexion et évaluation des types d'énergie suivants :
 - Solaire
 - Eolien
 - Géothermie
 - Captation thermique, Cogénération
 - Hydraulique

- Bois-énergie
- Energies marines
- Abandonner les sources d'énergies éphémères non renouvelables, ou renouvelables sur des rythmes longs.
- Abandonner des sources d'énergies et des techniques dangereuses et limiter l'extractivisme (nucléaire, gaz de schiste, pétrole).
- Améliorer la performance énergétique en limitant au maximum les pertes.
- Généraliser les modèles techniques basse consommation énergétique.
- Améliorer l'isolation de l'habitat.

3.3 Transition technologique :

- Abolir l'obsolescence programmée, s'orienter vers le développement d'une production volontairement durable.
- Développer des technologies basées sur des modèles basse consommation énergétique.
- Développer des technologies simplifiées, faciles à comprendre, produire, réparer.
- Développer la compatibilité universelle des interfaces : branchements, alimentations, etc., et les produits multifonctions.

3.4 Agriculture :

- lutter contre l'agriculture intensive qui épuise et pollue les sols, contamine les nappes phréatiques.
- Développer l'agriculture biologique, les cultures associées, l'agroforesterie, le push-pull, la permaculture, le paillis, les semis direct, le compostage.

3.5 Préservation de la Biodiversité

- L'activité humaine perturbe l'existence de nombreuses espèces, et les menace de disparition. Or les espèces vivantes sont liées entre elles par des liens d'interdépendance complexes. Ainsi, si une espèce disparaît, d'autres espèces seront menacées de disparition.
- Il ne s'agit pas de se positionner en faveur d'un fétichisme du vivant ou de la vie, mais de retrouver un équilibre biologique entre espèces, afin d'éviter la disparition de pans entiers de la biodiversité, à laquelle l'humanité est inéluctablement liée.
- Mise en place d'une protection renforcée des abeilles, chauves souris, etc.

3.6 Production, consommation et distribution :

- Prioriser la production et la consommation locale et autonome, dès que cela est possible (alimentation, fruits et légumes locaux de saison, équipements ménagers, équipements divers, énergie).
- Eviter les tris et gaspillages liés à la pêche massive.
- Eviter le tri des fruits et légumes standardisés.
- Rendre systématique la distribution de la production en circuits courts, les plus courts possibles.
- N'importer que ce qui ne peut être produit localement et qui est nécessaire.
- Limiter la consommation en eau potable, en favorisant les usages collectifs et en fixant des seuils de limites de consommation individuelle, en développant les systèmes de toilettes sèches, notamment dans les lieux publics et en campagne.
- Développer le plus possible les équipements collectifs (laveries, garages à outils, ateliers de réparation par quartiers, TOUTothèques).
- Mise en place de locaux collectifs de distribution de produits de consommation par quartiers (notamment en remplacement des superettes privée).
- Favoriser au maximum le ré-usage d'objets non utilisés : mise en place de zones de gratuité (on y amène ce que l'on utilise plus, on y prend ce dont on a besoin).
- Réduire drastiquement la quantité de déchets produits, notamment :
 - en sortant au maximum du système du packaging
 - et de la production à usage unique,
 - en développant des systèmes de consignes.
- Préférer au maximum les matériaux renouvelables (par exemple : le bois), limiter la consommation de métaux, sortir de l'ère du tout plastique.
- L'usage de matériaux naturels et renouvelables, tels que le bois, et plus globalement de toute une série de végétaux, implique la sortie de l'ère du bétonnage et une démarche de re-végétalisation et de reboisement conséquent, y compris au sein des villes (espaces verts). La re-végétalisation sera également bénéfique en termes de photosynthèse.
- Recyclage systématique et maximum des matériaux composant les produits en fin de vie¹⁰.

3.5 Sortir du « tout voiture » :

¹⁰ Le recyclage ne doit cependant pas se substituer à une réduction de la production et de la consommation de matière et d'énergie. Il n'a de sens qu'inséré dans un système de production articulant l'abolition de l'obsolescence programmée, l'usage de technologies basse consommation énergétique, la recherche d'une plus grande performance énergétique, la production en fonction des besoins et autolimitation des besoins.

- Développer les systèmes de transports collectifs, gratuits et accessibles.
- Favoriser les modes de transport non-mécanisés :
 - le vélo, la marche à pied.
 - Redévelopper le transport fluvial.
 - Réutiliser la traction animale, le déplacement à cheval, etc.
- Développer le fret et le transport fluvial pour l'acheminement des matières premières, de la production, de la distribution.
- Améliorer les moteurs des engins agricoles, pour qu'ils soient moins polluants et consommateurs en énergie.

3.8 Préparer la fin de la périurbanisation :

- Les personnes qui s'installent en périurbain y sont le plus souvent contraintes d'un point de vue économique.
- Elles recherchent généralement les avantages de la ville (commerces, loisirs) sans en subir les inconvénients (manque d'espace, nuisances sonores).
- L'étalement spatial, couplé au mode de vie accéléré de la société d'abondance immédiate, recherché par les populations périurbaines et néo-rurales, implique des déplacements fortement polluants et consommateurs en énergie.
- Deux choix sont possibles :
 - soit accepter la vie rurale, sa lenteur, sa sobriété. Cette solution doit relever d'un choix volontaire de l'individu, animé par un désir véritable.
 - soit lutter contre l'étalement urbain et aller dans le sens de la re-densification de villes transformées (transports collectifs, pistes cyclables, entrepôts de ravitaillements par quartiers, TOUTOthèques, etc.).
- La sortie de la logique de périurbanisation implique donc de repenser la structuration ville/campagne de la société.
- Elle implique, éventuellement, de penser à l'organisation de rotations saisonnières volontaires d'habitation en fonction d'une rotation des activités de production.

3.9 Au-delà du capitalisme et du productivisme !

- Au-delà de la sortie du capitalisme et du productivisme et de l'élimination de leurs aberrations, les changements climatiques et la raréfaction des ressources naturelles impliquent une nécessaire diminution de la production et de la consommation.
- Il est donc nécessaire de penser une perspective d'auto-limitation de la production.

3.10 Soutenabilité et réponse aux besoins sociaux :

Il n'est pourtant pas envisageable de faire diminuer la production alimentaire. Au contraire, celle-ci devrait même plutôt être augmentée pour répondre aux besoins de toutes et tous. Ce qui n'empêche pas certaines modifications des modes de production et de consommation alimentaire :

- L'agriculture intensive étant contre-productive, il faudra, comme indiqué précédemment, modifier les techniques de production alimentaire en favorisant les procédés naturels (non chimiques).
- Il faudra aussi modifier les modes de consommation alimentaire. Pour les populations des pays actuellement riches : diminution de la consommation de viande¹¹, sortie de la malbouffe, lutte contre l'obésité liée à la suralimentation¹².

3.11 Décroissance et amélioration de la santé :

Il n'est pas non plus envisageable de laisser s'écrouler les systèmes de soins. Au contraire, ils doivent être améliorés :

- Concilier une médecine douce efficace et une médecine scientifique rationalisée, débarrassée des contraintes de l'économie marchande.
- Organiser des systèmes de transports pour les soins spécifiques qui ne peuvent être traités localement, de transports rapides pour les blessés graves, vers les centres de proximité pour recevoir les premiers soins, en attendant si nécessaire un transfert vers des zones de soins plus avancés.

Au-delà, une transition vers une société plus respectueuse de l'humain devrait impliquer une réduction des accidents, des souffrances et des maladies liées au système capitaliste.

Par rapport au travail et à l'intégration économique de l'individu : la lutte contre les cadences intensives, les pressions managériales, l'insécurité économique et sociale, devrait entraîner une diminution:

- Du taux de stress.
- Du nombre de dépressions.

¹¹ La production d'1 kg de Bœuf correspond à : 3 à 4 kg équivalent carbone, 20 000 à 100 000 litres d'eau, 50 kg de céréales. En 1800 la consommation moyenne de viande de Boeuf était de 20 kg par habitant et par an ; elle est aujourd'hui de 100 kg.

Ainsi, si, en moyenne, chaque personne réduit sa consommation de bœuf de 50% : l'équivalent carbone tombe de 1,5 à 0,75 kg, et ce sont 10 à 50 000 litres d'eau disponibles (important en considérant les problèmes liés à l'eau), 25 kg de céréales par personne disponibles (ce qui permettrait notamment de nourrir des populations, et de pallier en partie à une diminution des rendements agricoles liés au réchauffement climatique).

Si chaque personne, en moyenne, réduit sa consommation de 80% (c'est-à-dire en revenant au niveau de consommation de 1800) : l'équivalent carbone tombe de 1,5 à 0,3 kg, et ce sont 4 000 à 20 000 litres d'eau consommés, soit une économie de consommation en eau de 16 000 à 80 000 litres, 10 kg de céréales consommés, soit une économie de 40 kg. Encore faudra-t-il décoloniser l'imaginaire carnivore, bien ancré dans la population.

¹² Nous parlons ici exclusivement de l'obésité liée à la suralimentation. En effet, l'obésité peut aussi être liée à des facteurs génétiques, psychiques et sociaux, à une combinaison des trois.

- Des maladies psychosomatiques.
- De cancers.
- Des accidents au travail.
- Du taux de suicides.

La lutte contre l'usage de produits chimiques et pour une meilleure protection des travailleurs contre les inhalations de particules, l'exposition au bruit, devrait quant à elle entraîner une diminution :

- Du nombre de cancers et de maladies liées à la toxicité.
- Des accidents au travail.

La lutte pour une alimentation plus saine et adaptée aura pour conséquence :

- De contribuer à renforcer les systèmes immunitaires.
- De diminuer les risques de cancers et autres maladies graves.

3.12 Décroissance Soutenable et réduction du temps de travail

La suppression des activités superflues liées au capitalisme, à la bureaucratie et à la répression d'Etat, ainsi que la logique de démarchandisation et d'autolimitation de la production entrainera une diminution globale du temps de travail.

- Mais rester dans le système d'emploi temps plein à 35heures, engendrerait un chômage de masse. Par conséquent, il est nécessaire de réduire le temps de travail individuel, et de mettre en œuvre une requalification et une réaffectation des travailleurs.
- Cette démarche serait synonyme, de manière ponctuelle, d'une augmentation du nombre de travailleurs dans le domaine de la requalification. Cependant, après une période de transformation sociale, ce secteur d'activité sera voué à décroître lui-même, et les travailleurs de ces secteurs pourront réintégrer d'autres sphères d'activité. Il s'agit donc de « reculer pour mieux sauter » !

4 La question des sciences

4.1 Quel rapport à la science ?

- Il existe actuellement une tendance à reconnaître les limites naturelles des modes de production scientifiquement et technologiquement avancés.
- Il n'existe, par contre, pas de consensus en ce qui concerne les limites de la science :
 - Certains, parmi les écologistes et les décroissants, pensent que la science n'est pas en mesure de résoudre les problèmes posés par le modèle techno-industriel, de surproduction, de surconsommation.
 - D'autres, notamment les marxistes les plus orthodoxes, estiment que la résolution de ces problèmes est scientifiquement possible, à condition que l'on donne à la science les moyens d'y parvenir : financements, infrastructures et dispositifs technologiques, co-opération renforcée entre les chercheurs.
- Certes, en mettant en place toutes les conditions imaginables, on renforce la possibilité de la découverte.
- Cependant, l'histoire des découvertes scientifiques démontre que celles-ci sont souvent affaire d'événements involontaires, aléatoires, et qu'il est par conséquent difficile d'anticiper, de planifier, l'instant de leur apparition.
- On ne dispose par conséquent d'aucune garantie, même avec les conditions les plus favorables, qu'une solution scientifique puisse intervenir en temps voulu.
- Si l'on en suit ce raisonnement, tout projet émancipateur s'appuyant principalement sur le développement scientifique et technique paraît chimérique, et il apparaîtrait plus raisonnable de se ranger du côté des pessimistes à l'égard de la science, de ceux qui souhaitent un abandon de tous les progrès scientifiques et techniques.
- Cependant, on oublie alors de prendre en compte l'existence des acquis scientifiques peu médiatisés, méconnus du public, mais dont une certaine synthèse pourrait constituer la solution aux problèmes scientifiques des sociétés industrielles.
- L'attitude la plus raisonnable serait par conséquent celle qui :
 - prend connaissance des réalisations scientifiques et techniques connues et moins connues à un moment donné,
 - actualise régulièrement ses informations,
 - se donne parallèlement les moyens de favoriser l'émergence de nouvelles découvertes scientifiques.
- Cette disposition permettrait en effet :

- de résoudre les problèmes technoscientifiques d'un moment donné avec les solutions immédiatement disponibles à ce même moment.
- de se donner les moyens de gagner du temps afin de favoriser d'autres découvertes permettant de trouver de meilleures solutions pour régler les problèmes récurrents, et de dégager de nouvelles possibilités d'émancipation de l'Homme à l'égard des contraintes de l'existence.
- A cela, il convient également d'ajouter :
 - Que, quelques fois, le non agir peut constituer une solution préférable à l'intervention technique systématique,
 - et que les problèmes qui apparaissent comme des problèmes techniques, sont à la fois techniques, mais aussi traversés par des dimensions sociales.
- Ainsi, plutôt que de rechercher une solution technique systématique, la solution peut relever d'une modification volontaire des rapports sociaux, des pratiques sociales.

4.2 Institution des sciences et techniques

- Suppression des brevets d'exploitation
- Fédération planétaire de la recherche et de l'innovation
 - dans le but de communiser au plus vite les avancées scientifiques et techniques en termes de soutenabilité.
- Médiatisation des solutions techniques mises au placard, dans les fonds de tiroirs ou à la corbeille car n'allant pas dans le sens du processus de valorisation capitaliste.
- Fédération planétaire de la transition technique et industrielle (dans un premier temps prenant une part importante) : coordonner, harmoniser et organiser la relocalisation, le redéveloppement de l'autonomie locale de la production énergétique et matérielle.
- Observatoire mondial de soutenabilité : vérifier régulièrement le degré de soutenabilité globale, le rapport soutenabilité locale/globale.
 - De nombreux organismes existent déjà, et produisent des rapports réguliers :
 - ADEME, LPO/Observatoire de la biodiversité, GIEC, OCDE, OMC...
 - Sortir du Nucléaire, Greenpeace, WWF, Negawatt...
 - Ces organismes, qui, au terme du processus révolutionnaire, subiraient certainement des transformations (d'orientation et de sigle pour certains, de fonctionnement interne et de modification d'orientation politique pour l'ensemble) serviraient de base pour l'observatoire mondial.
 - Ils conserveraient leur spécificité de recherche, leur indépendance.

- Mais travailleraient en partenariat avec les autres observatoires, au niveau géographique comme thématique, pour produire des synthèses globales.
- Autonomie des sciences, de la recherche fondamentale, de la mise au point des innovations techniques proposées à la société.
- Démocratisation de la science et vie des controverses :
 - Toute expertise scientifique ou technique présentée au grand public serait pondérée par d'autres expertises.
 - les applications seraient soumises à la délibération des assemblées populaires, de producteurs.
 - Les solutions en termes d'autolimitation et de modification des modèles énergétiques, seront proposées et débattues directement dans les assemblées.

4.3 La décroissance est aussi la décroissance des décisions à grande échelle

- Au départ, de nombreuses décisions devront être prises à grande échelle afin de démanteler les mesures, les lois, les réglementations, ainsi que certaines formes organisationnelles et agencements internationaux néfastes, développés par le capitalisme, mais aussi par l'organisation bureaucratique des infrastructures techniques (la mégamachine).
- Plus les problèmes seront relocalisés, plus les décisions à enjeu local seront traités localement, mais il y aura de décisions à prendre à grande échelle. La coordination fédéraliste sera moins lourde, moins chronophage. Il y aura moins besoin de mandats permanents, sur des temps longs, et tout au plus des mandats ponctuels.
- Il en va de même pour les infrastructures techniques : moins il existera d'infrastructures techniques à administrer à grande échelle, plus la gestion de celle-ci pourra s'effectuer de manière démocratique et autogestionnaire.
- Par extension, cette réflexion s'applique à la production. Plus la production sera relocalisée, plus il sera facile de recenser les besoins. Les habitants de nombreuses régions du monde se verront ainsi déchargés de l'astreinte à des formes de monocultures imposée par l'impérialisme économique capitaliste, néfastes autant d'un point de vue biologique que social. Ils pourront ainsi développer leur autonomie matérielle, et notamment alimentaire.

5 Décroissance et lutte de classes

5.1 Enjeux de classe de la décroissance

- L'accès à l'alimentation, saine qui plus est, à l'énergie, au logement, à la rénovation, aux soins, la protection par rapport aux risques sanitaires et aux catastrophes climatiques, relèvent d'enjeux de classes.
- Tout comme les capitalistes, les écologistes, les antiproductivistes et les décroissants ne s'inscrivant pas dans une logique de lutte de classe anticapitaliste révolutionnaire s'orienteront fatalement vers une transition autoritaire, avec des méthodes sélectionnistes, élitistes, méritocratiques, racistes, eugénistes, malthusiennes ou mendrasiennes¹³. Ce seront les plus forts, les plus intelligents, les plus armés, les plus méritants, qui prendront le meilleur de ce que pourra encore offrir la Terre, tandis qu'ils ne laisseront que le pire aux autres classes sociale (c'est déjà d'actualité, et la décroissance va l'intensifier).
- Au contraire, l'enjeu de la décroissance est qu'elle s'opère par la voie et sur la base du communisme libertaire, de la lutte de classe, de l'abolition de la domination de classe, des classes sociales et des privilèges qu'elles impliquent. Elle assurera l'égalité sociale pour tout-e-s et tous comme point de départ, et la possibilité de décider en commun de tout un ensemble de modalités de transformation décroissante de la société.

5.2 Le contrôle collectif de l'appareil productif comme condition d'une transformation sociale réussie

- Pour être égalitaire et libertaire, la transformation décroissante de la société ne peut résulter ni de l'aléa des démarches individuelles, ni de l'autoritarisme Etatique.
- Par absence de mise en commun de la force et de l'intelligence, ainsi que de la capacité à prendre en compte et agir face à l'ensemble des problèmes relatifs à la décroissance, les démarches individuelles seront nécessairement précaires et probablement inconséquentes.

¹³ Henri Mendras & Michel Forsé, *Le changement social*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 1991.

Synthèse : <http://www4.uqo.ca/observer/Bulletin/Fichiers/InnovS.pdf>, III, p. 7-8 (9-10 du document .pdf).

Le problème de ce schéma est que ce sont les classes aisées, du fait de leur notabilité, du phénomène mimétique qu'ils génèrent par ce biais, qui sont motrices du changement social, et bénéficient en premier lieu de ses avantages. Dans le contexte d'une société écologique, antiproductiviste ou de décroissance, sans rupture avec l'Etat et le capitalisme, ces catégories de population auront accès aux meilleurs innovations, aux productions de plus grande qualité, aux habitats sains, tandis que les plus pauvres seront contraints d'habiter dans des logements non adaptés, près des décharges, des zones d'enfouissement de déchets radioactifs, des zones humides, des terres improductives, des champs éoliens ou de panneaux solaires, de manger de l'alimentation toxique ou de se sous alimenter, etc. Ce modèle risque également de bloquer du fait du facteur inégalitaire, au sens où si l'innovation sociale, à caractère autolimitatif, implique des contraintes renforcées, la logique d'imitation sociale risque de bloquer. Les classes aisées se distingueront par leur écologisme confortable et high tech, tandis que les plus pauvres ne feront pas d'efforts puisqu'ils n'auront pas les moyens d'atteindre ce mode de vie et défendront ainsi la société productiviste. Ainsi, l'issue d'un changement positif pour tous, ne peut venir que par la voie de la lutte de classe, de la victoire de la classe actuellement dominée, qui par la maîtrise collective des moyens de production, sera à même de décider, de manière collective et démocratique, de l'organisation de la société et du devenir de la technostructure héritée.

- L'autoritarisme Etatique implique une réflexion gestionnaire déconnectée des besoins et des intérêts de la population. Il opérera une répression des populations révoltées par une misère forcée et l'insatisfaction de leurs besoins. Nous ne voulons pas d'un Kronstadt écologique !
- La Décroissance doit être coordonnée de manière collective, démocratique, autogestionnaire.
- Cette coordination démocratique autogestionnaire est la condition :
 - de la transition technique : la maîtrise de l'appareil productif implique la réappropriation du pouvoir de décision. C'est à cette condition qu'une modification de la technostrucure héritée devient vraiment possible, qu'il est envisageable de modifier certains procès de production, de changer de modèle énergétique, d'abandonner certaines techniques, d'en concevoir et d'en mettre en place de nouvelles.
 - de la modification des activités sociales et de la réorganisation des activités sociales de production : fermeture des secteurs inutiles et nuisibles, réduction du temps de travail, requalification et réaffectation volontaire des travailleurs dans les secteurs utiles.
 - de la réorganisation de la distribution des biens et services : sortie du capitalisme et de l'économie marchande, du salariat, production en fonction des besoins, développement du « distributisme direct ».
- La coordination démocratique autogestionnaire suppose comme préalable le contrôle collectif et démocratique de l'appareil productif, et par conséquent la suppression du droit de propriété sur les moyens de production, l'expropriation de la classe capitaliste.

5.3 Les luttes sociales, l'auto-organisation, la question des réformes d'Etat et de la révolution sociale :

- En tant que Communistes Libertaires et révolutionnaires, nous nous opposons, stratégiquement, et non par pure principe, au réformisme politique, d'Etat, c'est-à-dire :
 - Au fait de compter sur un Etat développant des réformes sociales ou écologiques,
 - Au fait de compter parti qui, pour se faire élire ou une fois élu, promette de mettre en place des réformes sociales ou écologiques,
- En effet, promettre des réformes écologistes peut :
 - Faire planer l'illusion d'une transformation de la société lente, graduelle, en douceur, par la voie du parlementarisme et de la législation. Or la gravité de la situation des sociétés contemporaines sur tous les plans implique une transformation bien plus rapide qu'une série de réformes qui prendraient des décennies pour être mises en place.
 - Servir à générer l'illusion d'une preuve de bonne volonté de l'Etat, à tenir ces réformes pour suffisantes et à ne pas aller plus loin, à ne traiter qu'une partie du

problème pour calmer les franges les moins radicales des masses, en renvoyant les décroissants à une forme de surenchère systématique, de radicalisme idéologique ; là ou il s'agit de prise en compte réelle des limites d'un modèle économique et industriel.

- Servir à désorganiser des mouvements en intégrant les leaders, les experts et les figures médiatiques dans l'appareil d'Etat, et en dirigeant les espérances des acteurs des luttes vers l'action institutionnelle, plutôt que l'action directe.
- Servir à léser, réprimer d'autres champs sociaux [logique de la cybernétique]: l'égalité sociale, le développement de la démocratie réelle, autogestionnaire, libertaire, le développement de l'internationalisme, du cosmopolitisme, du féminisme, l'acceptation des différences de mœurs.
- Nous ne sommes pourtant, par principe, pas contre les réformes et les acquis sociaux en général, notamment s'ils améliorent le sort de la population, ou répondent à des impératifs urgents tels que ceux de la transition énergétique, de la décroissance (à condition qu'il ne s'agisse pas d'un prétexte pour taxer ou réprimer la classe des travailleurs, ou leur faire encourir des risques sanitaires).
- Mais nous nous méfions des Etats qui génèrent ces réformes, de l'autonomie grandissante qu'elles gagnent, de la domination qu'elles développent sur de la société. La mise en place d'un bien-être administré, source de dépossession, de déresponsabilisation et d'infantilisation peut très bien, à terme, devenir une forme répressive de mal-être administré, face à laquelle la population se trouve désarmée.
- Nous pensons ainsi que l'amélioration générale de la société dépend de la manière dont les acquis sociaux sont gagnés :
 - Nous sommes contre les démarches électorales et celles recherchant l'appui des parlementaires, des élus, et la mise de ces derniers sur le devant de la scène, en tant que figures majeures des luttes. Ces démarches contribuent en effet :
 - A la reproduction des mécanismes de confiscation de la parole et de la possibilité de décider
 - A l'entretien du rôle providentiel du politique
 - A l'incitation à l'action au sein des institutions d'Etat
 - A l'étatisation et à la bureaucratisation du mouvement social
 - Nous sommes contre les formes de téléguidage par des bureaucraties syndicales, associatives et politiques :
 - Leur but est de préserver une forme de pouvoir instituée,
 - et de cogérer la société, en partenariat avec l'Etat et le capital,
 - ce qui implique d'empêcher le développement de l'autonomie à la base.

- Nous sommes favorables aux acquis sociaux sous forme de réformes s'ils sont le fruit de luttes sociales menées par des mouvements auto-organisés, extraparlimentaires, fonctionnant sur la base d'assemblées, de la démocratie directe et de la libre association :
 - C'est par ce dernier moyen que le mouvement social progresse, prend confiance en ses capacités organisationnelles, décisionnelles, en ses capacités de transformation sociale, et enfin en ses capacités révolutionnaires.
 - C'est par ce moyen qu'il développe, au sein des luttes, les modes de fonctionnement égalitaires, libertaires et solidaires, qui fonderont la base de fonctionnement de la société après la rupture avec le capitalisme.
- Accepter les réformes ne signifie donc pas les prendre pour comptant. L'acceptation des réformes implique aussi de signifier dans le même temps leur insuffisance.
- Il ne s'agit pas non plus de s'imaginer qu'à travers une série de luttes successives arrachant unes à unes à des réformes à l'Etat, la société puisse être graduellement transformée de fond en comble, et, qui plus est, dans des délais suffisants relativement aux enjeux de la décroissance. Ce serait sous estimer les capacités de contre-attaque de la classe dominante, contre-attaque dont nous faisons l'expérience, par salves successives et de plus en plus violentes, depuis le milieu des années 70 et le début des années 80, et ce jusqu'à nos jours.
- Les luttes sociales réformistes, au-delà des acquis immédiats, ont ainsi pour but de permettre une maturation accélérée du mouvement social, au terme de laquelle doit inévitablement se poser la question révolutionnaire.

6 Une démarche éducative, non-répressive et autonomisante

6.1 La Décroissance est une perspective qui peut être porteuse d'un certain catastrophisme, générer des peurs contre-productives :

- La peur est une passion triste qui prive l'individu de sa volonté et de sa capacité d'action autonome. Elle est l'arme de l'impuissant qui recherche la soumission d'autrui pour pouvoir le contraindre à agir à sa place et pour son propre compte¹⁴.
- La peur peut amener à des logiques de conflit, de vindicte, de guerre, plutôt que d'amener à une attitude réflexive et responsable.
- Or c'est cette attitude réflexive et responsable qui permettra de mettre en œuvre une décroissance volontaire et soutenable.
- On pourrait voir dans cette démarche une logique proche du parlementarisme bourgeois, qui viseraient à asseoir tous les partis ou les différentes composantes de la société civile autour d'une table pour discuter rationnellement. Ce serait un leurre ! Certaines composantes de la société sont, du fait de leur posture sociale, traversées par la logique d'impuissance. C'est notamment le cas de la classe possédante, de ses intellectuels, experts, de la bureaucratie associative, syndicale et d'Etat. Si leur posture dominante se trouve menacée, elles tenteront par tous les moyens d'activer les logiques de peur afin de réaffirmer leur domination. Cette démarche n'exclut donc pas la lutte de classe révolutionnaire. Au contraire, elle fournit même quelques gardes fous contre des passions tristes qui pourraient la conduire à l'échec.

6.2 Une décroissance volontaire et soutenable implique une approche non-répressive et non-culpabilisatrice :

- L'individu doit pouvoir comprendre et assimiler par sa volonté propre une réflexion et une pratique de rupture avec la société de croissance (capitalisme&productivisme).
- Cela signifie qu'il doit ne doit pas être contraint, par la coercition, à adopter des pratiques décroissantes.
- Cela ne veut pas dire qu'il ne doive pas être convaincu.
- Il doit être au besoin incité, encouragé, aidé et soutenu dans sa démarche.

6.3 Initiation aux pratiques de simplicité volontaire :

- La simplicité volontaire peut être considérée, en un sens, comme une forme d'action directe, de propagande par le fait. Elle vise à influencer par l'exemple sur les pratiques sociales.
- Cependant, la simplicité volontaire, qui s'attache surtout à transformer les pratiques de la vie quotidienne, constitue une démarche inconséquente si elle ne s'articule pas avec un

¹⁴ Voir Spinoza, *L'Éthique*, à propos du système des passions, et *Traité théologico-politique*, concernant la figure du « faible ».

changement au niveau du collectif, des structures sociales (infrastructures et superstructures).

- Mais articulée, voire coordonnée, avec ces différentes dimensions, ainsi qu'une démarche militante et une pratique de lutte sociale, elle peut constituer un accélérateur de la transformation de la société.
- Cette démarche consiste à ce que l'individu s'approprie à la fois une pratique, une réflexion, et développe, d'une certaine manière, une culture, un rapport au monde, une manière d'être au monde, un système d'évidences et une certaine spontanéité en rupture avec les sociétés actuelles.
- Cette transformation de l'individualité, de manière libre et autonome, favorisera l'esprit de responsabilité, l'autolimitation, et d'une certaine manière, la fluidité de la démocratie.

6.4 Lutter contre la désublimation marchande :

- La désublimation¹⁵ marchande se manifeste par l'envie consummatrice spontanée et éphémère, l'achat compulsif.
- Le degré de satisfaction et d'autoréalisation individuelle est généralement faible.
- L'instinct de destructivité se développe au détriment de démarches créatives et constructives.
- Favoriser la sublimation implique aussi réapprendre la patience, le sens de l'attente, et coïncide avec la critique de l'accélération¹⁶ et la logique de ralentissement inhérent à la critique décroissante.

6.5 Stimuler l'imagination et la capacité d'abstraction :

- Refuser la pensée utopique consiste à s'enfermer dans un présent sans perspective de dépassement, qui sera la répétition continue du passé.
- Il nous faut raviver l'esprit de l'Utopie !
- L'Utopie¹⁷ permet de s'abstraire du présent. Elle articule l'intégration d'éléments issus du passé, la créativité de l'imagination, et s'inspire aussi des hétérotopies, expériences géographiques alternatives des temps présents.
- La capacité à imaginer une société autre permet de développer des outils critiques pour démasquer la société présente comme historiquement contingente et ouvrir des perspectives de dépassement.

¹⁵ Voir Herbert Marcuse, *Eros et Civilisation*, à propos du concept de « désublimation répressive ».

¹⁶ Voir Hartmut Rosa, *Aliénation et accélération : Vers une théorie critique de la modernité tardive*, et, *Accélération : Une critique sociale du temps*.

¹⁷ Voir Karl Mannheim, *Idéologie et Utopie*. Pour une bonne synthèse, Paul Ricoeur, *L'Idéologie et l'Utopie*. Enfin, les travaux d'Ernst Bloch, sur l'Utopie, notamment, *L'esprit de l'Utopie*, et *Le principe espérance*.

- L'utopie concrète¹⁸ est au carrefour entre la science et l'utopie, et par conséquent entre la Décroissance et le Communisme Libertaire. La science tempère en partie l'utopie en rappelant certaines nécessités matérielles. L'utopie, en stimulant l'imagination, inspire la science en ouvrant des perspectives de dépassement. En cela, l'utopie concrète constitue un possible historique dans lequel il est possible d'espérer sa réalisation par la capacité à en entrevoir les conditions de réalisations et les contraintes inhérentes.
- L'espérance d'une autre société fournit, à l'individu comme au collectif, un débouché à l'action. En cela, il constitue un des moteurs de la volonté et de la capacité d'agir.

¹⁸ L'utopie concrète est un concept d'Ernst Bloch. Elle articule en outre le désir d'un monde autre avec une analyse rationnelle et concrète des conditions matérielles.

Conclusion

Ce que nous avons à gagner d'une Décroissance Communiste Libertaire Soutenable

- ★ La liberté politique : la réappropriation de la possibilité et de la capacité de décider, de participer activement à la construction de la société à tous les niveaux (production et organisation de la vie sociale).
- ★ Se libérer de l'insécurité économique, satisfaire ses besoins fondamentaux.
- ★ Vivre librement et être accepté dans la société, indépendamment de ses origines sexuelles, ethniques, culturelles, de ses orientations sexuelles.
- ★ Disposer d'un temps libre non-marchand plus conséquent, dédié à la convivialité, l'amitié, l'amour, aux activités ludiques, à la culture, aux sports, aux arts, à la connaissance, à la création.
- ★ Être en meilleure santé, éviter les risques de blessures graves, pouvoir être soigné gratuitement.
- ★ Offrir un monde libre, égalitaire, solidaire, soutenable et durable aux générations qui viendront après nous.

Stratégie Communiste Libertaire concernant la Décroissance

- Les communistes libertaires sont actuellement trop peu nombreux sur les terrains de l'écologie et de la décroissance pour avoir un impact réel par leurs seules forces, notamment lorsqu'ils n'agissent pas en commun.
- Une intervention uniquement libertaire est parfois possible, mais demeure insuffisante, notamment lorsqu'elle est le fait d'individus ou d'organisations agissant seules. Tous les libertaires agissant sur ces terrains doivent se coordonner.
- Objectifs :
 - Pour les libertaires membres d'une organisation : faire avancer la question de la décroissance dans leurs organisations respectives.
 - Pour les libertaires en général :
 - Faire avancer les questions de décroissance dans l'ensemble de la société, liées systématiquement avec la perspective communiste libertaire.
 - Se coordonner entre militants libertaires : rencontres, échanges, publications revues, conférences, reportages, publications collectives relayées dans chaque organe de presse libertaire et sur les sites web libertaires, émergence d'un collectif ou d'une coordination « Communiste Libertaire pour une Décroissance Soutenable »...
 - Au niveau syndical : former les militants Communistes Libertaires intervenant au niveau syndical sur les questions d'objection de croissance et de décroissance, pour les faire avancer dans leurs syndicats respectifs.
 - Au niveau des collectifs, des événements et des initiatives concrètes sur l'écologie et la décroissance : Insister sur les articulations avec la question de la lutte des classes, de la démocratie directe autogestionnaire, de l'égalité sociale, et avancer la perspective révolutionnaire.
- Même si les différentes organisations Communistes Libertaires parviennent à agir de manière unitaire, une intervention spécifiquement communiste libertaire s'avère encore insuffisante.
- Les Communistes libertaires doivent faire front commun et agir avec le reste des organisations en lutte sur les questions d'écologie et de décroissance : écologistes socio-démocrates, écosocialistes, Objecteurs de croissance/Décroissants.
- L'Apparition et l'affirmation propre d'un point de vue Communiste Libertaire et révolutionnaire dans ces fronts uniques s'avère nécessaire, sous peine que les positions Décroissantes Communistes Libertaires ne se voient dissoutes dans des fronts rouges et verts, réformistes, socio-démocrates, républicains citoyens, ou encore communistes autoritaires et autres socialistes d'Etat.